

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

Mettre la légalité en vacances...

Ainsi, il s'avère, par le discours de M. Léon Blum au Conseil national du P. S., que les « nouveaux messieurs » du gouvernement de Front populaire ne ressembleront que d'assez loin à des chambardeurs.

Comme tout homme d'Etat classique et de sens rassis, M. Léon Blum, avant même d'être au pouvoir, ne semble plus avoir désormais qu'un but : *rassurer les possédants*.

Aussi, après le discours de l'Hôtel Moderne, la Bourse, qui flanchait dangereusement, les rentes qui s'effondraient, se sont redressées d'un seul coup. La Banque de France elle-même reprenait confiance. Allons, on pouvait respirer dans le camp de la banocratie : ce gouvernement de Front populaire n'avait pas l'air si terrible.

Il semble bien que ces messieurs des deux cents familles et leurs alliés aient raison d'être rassurés. On cherchera vainement dans le discours de Blum, quoi ce soit qui ressemble à une menace précise de leurs privilégiés. Muet sur les décrets-lois M. Blum. Muet sur l'amnistie. Bouché coussé sur le programme financier en général du F. P., sauf la promesse devenue rituelle de défendre le franc.

La sagesse soudaine de M. Blum n'est d'ailleurs pas isolée. C'est à qui, parmi les chefs du Front populaire, s'affirme le moins révolutionnaire, et chacun multiplie les assurances qu'il ne veut rien bouleverser au régime social. Les plus « hardis » disent seulement qu'il y a quelques émendements nécessaires à opérer dans ce que M. Caillaux appelle l'arbre de la richesse sociale.

Tout cela explique que rien n'est changé, il faudra bien demander faire appel, pour faire face aux difficultés financières à l'emprunt et au crédit public de cette chère petite classe moyenne à laquelle on a d'ailleurs tout sacrifié pendant la campagne électorale.

Certes, nos grands constructeurs, nos importants faiseurs de plans, ceux qui n'ont que mépris pour les négociateurs que nous sommes, ont des solutions toutes prêtes à la crise financière et économique. Les uns veulent faire payer les riches par un prélevement progressif sur les grosses fortunes, les autres se tournent vers les trusts des assurances et prétendent par des combinaisons de réassurance au profit de l'Etat, les obliger à verser dans les caisses de celui-ci les fonds nécessaires à la mise en route des grands travaux.

Nous avons vaguement l'impression, nous autres qui ne nous piquons pas d'être connaisseurs en matière financière ou bancaire, qu'il n'y a pas grand chose à attendre de tous ces remèdes.

L'histoire sociale que nous est un peu plus familière que cette science incertaine qui s'appelle l'économie politique, nous apprend qu'en tout temps, c'est par la force que se sont opérées les dépossessions nécessaires et les transferts de puissance ou de richesses.

C'est parce que les paysans en révolte brûlèrent les terriers, les actes de propriété, parce qu'ils refusèrent de payer les redevances féodales que plusieurs mois après la nuit du 4 août, l'abolition légale des droits féodaux put commencer à entrer dans le domaine des faits. De même en 1793, quand, à la suite de Jacques Roux, les « anarchistes » imposèrent par l'action directe, à la Convention, les réalisations sociales.

Et quatre-vingts ans plus tard, c'est encore par la force que la Commune — dont les anarchistes célébreront dimanche prochain la vraie tradition révolutionnaire — bouleversa la République conservatrice, et malgré sa défaite, imposa à la III^e République bourgeoise la crainte salutaire des soulèvements populaires.

Il en ira semblablement demain si l'on tient vraiment à ce que cela change. Ou alors il faudra se résigner à ce que tout le système social demeure dans l'état actuel des choses.

Chaque fois qu'un régime est arrivé à sa fin, c'est par la violence et en mettant la légalité en vacances qu'il a fallu l'abattre.

C'est une véritable loi historique que M. Léon Blum connaît mieux que nous puisqu'il a inventé la formule. Nous nous permettrons de la rappeler à son auteur et surtout aux travailleurs qui lui font si généreusement confiance.



Notre prochain numéro

Il sera consacré à la Commune. Il contiendra en plus d'articles historiques, un important reportage sur la Révolution espagnole de notre camarade Charles Robert, et le manifeste de l'Union anarchiste sur les problèmes actuels.

Camarades, faites vos commandes ; assurez sa diffusion.

MAUVAIS DÉPART

Les vainqueurs du 26 avril et du 3 mai me paraissent avoir commis, au lendemain de leur éclatante victoire, une bien lourde faute.

Lourde, en raison même des conséquences qui en découlent : plus lourde encore parce que, à mon sens elle témoigne d'un manqué d'observation psychologique ou d'une absence de hardiesse qui, par la suite, pourrait fort bien conduire le Gouvernement du Front Populaire à une faille dont il se relèverait difficilement.

La faute dont je parle, c'est de n'avoir pas immédiatement mis pratiquement à profit le succès, qui, on peut dire, triomphal, des Partis et des candidats se réclamant du Front Populaire.

A peine les résultats définitifs de la consultation électorale étaient-ils connus, que Léon Blum, au nom de la S.F.I.O. qui, par le nombre de ses élus, formera, dans la nouvelle Chambre le Parti le plus fort, réclamait pour le Parti socialiste le Droit de constituer l'équipe ministérielle chargée de gouverner.

Je ne sache pas que la réalité et la force de ce Droit aient soulevé la moindre contestation.

Dès lors, puisque les cartes étaient abattues et la partie gagnée, pourquoi attendre quatre ou cinq semaines avant que de prendre en mains les leviers de la commande ?

Est-ce pour passer sans secousses et presque insensiblement d'un état de choses à un autre et pour donner ainsi à l'opinion publique nerveuse et alarmée l'apaisante impression que rien ne sera sérieusement changé, que la transmission des pouvoirs se fera « en douceur », et que les rouages administratifs ne subiront aucune modification profonde ?

Est-ce dans le but de dissiper les appréhensions ridicules qu'ont fait naître les prédictions sinistres, les outrances, les exagérations, les menaces et les violences qui, dans les journaux, les affiches et les réunions, ont alimenté, de part et d'autre, la polémique électorale ?

Est-ce afin de donner aux adversaires le temps de se calmer et même de se reconcilier (1) ?

(1) « Le Parti Communiste tend la main aux Croix de Feu, aux Volontaires Nationaux, aux Travailleurs catholiques, en vue de lutter pour la grandeur et l'avenir de notre France ». (Textuel). Maurice Thorez, le 6 mai, au Palais de la Mutualité.

Est-ce pour rassurer la bourgeoisie, que les vaincus cherchent à paniquer sur la façon de gouverner que les dirigeants de demain entendent pratiquer ?

Peut-être — et très probablement même — y a-t-il un peu de tout cela dans les considérations qui ont amené MM. Sarraut et Blum : le premier à rester en fonctions jusqu'au commencement de juin, le second à ne prendre le Pouvoir qu'à cette date.

Serait-ce, comme l'insinuent les mauvais

Vers les six pages

Cette semaine encore un certain nombre d'articles sont obligés de rester sur le marbre. Le format du journal est trop restreint.

L'activité sociale nous sollicite de tous les côtés. D'ici quelques jours, le Gouvernement du Front Populaire sera au pouvoir, nous voudrions pouvoir mener activement

campagne en faveur des chômeurs, pour l'amnistie, le droit d'asile, l'abrogation des lois scélérates, pour l'abolition des décrets-lois, etc... Mais pour tout cela, notre LIBERTAIRE n'y suffira pas. Nous voudrions aussi accorder une plus large place

à nos camarades de province et aussi aux jeunes, malheureusement notre format ne nous le permet pas.

Le Congrès a décidé de tout tenter pour que le LIB paraisse sur 6 pages à partir du mois d'octobre. Nous avons la ferme conviction que cela sera. Mais en attendant nous avons décidé de paraître sur six pages.

Malheureusement, à la suite de la campagne électorale, notre trésorerie est vide. Pour y parvenir il faudrait que nous recevions 500 fr. fr.

Nous ferons un tirage supplémentaire de ce numéro que nous laisserons aux conditions habituelles, c'est-à-dire à 20 francs le cent, 12 fr. les 50, 3 fr. les 10.

Pour notre numéro de la Commune qui pourra être largement diffusé dans les trouées du Front Populaire pendant le défilé devant le mur, nous faisons un appel pressant, nous répétons il nous faut 500 francs de souscription. Vite camarades, envoyez votre aide.

Adresssez les fonds à N. Faucier, 29, rue Piat, Paris (20^e). Chèque postal 596-03 Paris.

ses langues, pour que le jeu des ambitions de parti et des arrivismes personnels à côté de la discorde au camp d'Algernon ?

Peut-être — et très probablement même — y a-t-il un peu de tout cela dans les considérations qui ont amené MM. Sarraut et Blum : le premier à rester en fonctions jusqu'au commencement de juin, le second à ne prendre le Pouvoir qu'à cette date.

**

Je ne suis pas étonné que le Parti socialiste ne mette en avant aucun des motifs que je viens de signaler. Ce serait montrer le bout de l'oreille, quelqu'effort que l'on fit pour le dissimuler.

Et le bout de l'oreille c'est la volonté bien arrêtée de ne rien brusquer, de ne rien briser, de ne rien faire qui apparaisse comme une menace dirigée contre les intérêts sondés du français moyen, rien qui heurte de front les préjugés courants sur la sacro-sainte routine.

Si, les chefs responsables du Front Populaire ont d'ores et déjà l'intention de ne pas respecter les engagements qui ont été pris et de ne pas tenir les promesses qui leur ont valu la victoire, ils ont raison de donner à la fièvre que le triomphe a jetée dans les veines de leurs partisans le temps de tomber. S'il en est ainsi, ils tablent sur les déceptions que ne manquera pas de susciter leur manque de parole et ils espèrent que la déception sera moins cruellement ressentie parce que, retardée, elle sera moins brutale.

Dans ce cas le peu d'empressement qu'ils mettent à saisir le gouvernement s'explique et leur manœuvre n'est pas maladroite.

Mais s'ils sont fermement résolus à appliquer leur programme dans ses parties essentielles, c'est-à-dire à réaliser les revendications fondamentales et à prendre les mesures opérantes qui, seules, sont de nature à résorber le chômage et à faire cesser jusqu'aux extrémités de ce pays la part de bien-être à laquelle, sans distinction d'âge ni de sexe, tous ceux qui vivent sur le sol français ont droit, par suite de la productivité résultant de l'outil et de la technique modernes; s'ils sont déterminés à épargner à tout prix à la Nation les atrocités de la guerre ; s'ils sont farouchement attachés à l'édition de la Paix dans le monde.

SEBASTIEN FAURE.

(Lire la suite en 3^e page)

“La police avec nous”

LA POLICE LYONNAISE A MATRAQUE LES OUVRIERS EN GREVE A VAULX-EN-VELIN, QUI VOULAIENT INTERDIRE AUX JAUNES L'ENTREE DE L'USINE.

SOUVENT LES GOUVERNEMENTS « L'ORDRE DOIT REGNER ».

Périls et espoir

Ainsi, une fois de plus l'on va voir, selon la célèbre et sarcastique formule « une croisade se terminer en razza ». Nombre de citoyens et de camarades vont se transformer en nouveaux messieurs. Et de toutes les promesses du « Front Populaire » celle d'assurer à ses supporters les plus influents toutes les places, tous les postes et toutes les siéges est celle qui a le plus de chances d'être tenue.

Pour ces nantis, il y aura quelque chose de changé, et ils s'étonneront que, « leur révolution faite », tout le monde ne partage pas leur enthousiasme et leur satisfaction.

Mais parmi les triomphateurs officiels du moment il s'en trouve beaucoup, et peut-être M. Léon Blum lui-même, en est-il le meilleur exemple, qui ne semblent pas éprouver une confiance énorme dans ce qu'ils seront capables de faire et songent surtout à se préoccuper plutôt de rejeter sur d'autres la responsabilité d'échecs qu'ils ne sont pas sans redouter.

Et quand l'on voit M. Blum et les siens, mis à l'épreuve en des circonstances d'ailleurs parfaitement difficiles, ressasser à peu près par chose près les anciennes régaines de Tardieu et autres sur la confiance, la prosélytisme et « l'outilage national », l'on peut douter qu'ils se fassent beaucoup d'illusions sur les possibilités de l'action qu'ils voudraient exercer.

Le programme économique et financier du Front Populaire était admirable pour faire des élections. Il promettait tout bonnement d'améliorer la situation de tout le monde, en conciliant d'ailleurs les intérêts les plus contradictoires, sous le couvert de quelques idées démagogiques. Il était conçu pour être appliqué.

Que M. Blum ou un autre gouvernement, la crise économique n'est pas close, la situation budgétaire est telle qu'il faudra bien la liquider d'une façon quelconque et probablement par l'un des moyens mêmes que le Front Populaire déclare répudier.

Quant à la situation extérieure, elle s'aggrave de plus en plus. Et le triomphe du Front Populaire et de sa folle politique extérieure, accroît de beaucoup les chances pour les Français d'être, sous prétexte de sécurité collective, entraînés dans une nouvelle guerre mondiale.

Péril de guerre que l'on voit de nouveau apparaître. Peur de voir les travailleurs, dégoûtés du socialisme à la Blum, du communisme à la Vaillant-Couturier, du syndicalisme à la Jouhaux s'abandonner à quelque aventurier national-socialiste. L'histoire de la France, si l'on n'y prenait garde, pourrait ressembler à celle de l'Allemagne ou les triomphes électoraux d'extrême-gauche qui ont eu de sinistres lendemains.

Et tandis que les « gens sérieux » des organisations et des partis « ouvriers » vont se jeter à la curée des profits, tandis que va sevrir le démolissant « ministéralisme », il importe que les vrais militants prolétariens, les non officiels, les indépendants, se regroupent et se coalisent, qu'ils sauvent, contre les préparateurs de guerre et les tâches du politicien, la cause de la classe ouvrière française.

Dans la période qui va s'ouvrir, leur rôle peut devenir immense.

EPSILON.

Pourquoi la fusion avec l'union anarchiste

Comme suite aux débats de notre dernier congrès la Fédération Communiste Libérante vient de fusionner avec l'Union anarchiste. Nos camarades donnent les raisons de leur décision.

Notre organisation se trouve ainsi renforcée de solides énergies.

Nous nous réjouissons de cette fusion qui est le premier pas vers l'Union de tous les anarchistes révolutionnaires, bientôt tous unis vers le but final, le communisme libertaire.

Devant la situation actuelle, tant politique qu'économique et à la veille d'événements sociaux dans lesquels les anarchistes-communistes auront un rôle important à tenir.

Les membres de la Fédération communiste libertaire ont jugé qu'il était plus urgent de grouper tous les anarchistes-communistes, tous les communistes libertaires dans une même organisation.

Nous tenons aussi à déclarer que plus que jamais nous sommes convaincus de la justesse de notre position : organisation sérieuse, cotisation régulière, propagande coordonnée et non contradictoire, travail effectif dans le mouvement ouvrier, idéologie commune, responsabilité collective.

Position que nous défendrons au sein de l'Union Anarchiste et qui nous le pensons, devant les événements et les nécessités de la lutte des classes, sera bientôt adoptée par l'Union anarchiste entière.

En ces quelques lignes très brèves, ne voulant en aucun cas encombrer les colonnes du « Libertaire », nous avons tenu à mettre tous les camarades au courant des raisons de cette fusion et aussi de notre position.

Pour conclure, nous demandons à tous les anarchistes-communistes de rejoindre l'organisation fusionnée, de venir œuvrer avec nous pour faire de l'Union Anarchiste une organisation solide et puissante avec laquelle le capitalisme et les partis politiques devront compter.

Pour la Fédération communiste libertaire
Ch. Carpenter.

LES ÉVÉNEMENTS D'ESPAGNE

La situation politique et les forces en présence

La réconciliation des tendances ouvrières

La répression des gouvernements précédents a eu pour effet de réconcilier les militants et les affiliés des deux centrales syndicales.

Partout, dans les usines, les chantiers, ils collaborent. Ce n'est qu'au sommet de l'U. G. T. qu'on trouve de la méfiance et un mélange de peur et d'espérance secret de voir la C. N. T. rentrer dans le giron marxiste. Tous les observateurs impartiaux sont unanimes pour constater que la C. N. T. est une force formidable sans laquelle aucune mesure d'ordre social ne peut être prise.

Cette réconciliation de la classe ouvrière s'est opérée sur le terrain syndical et a eu comme première répercussion la chute de Portela Valladare et d'Alcalá Zamora.

L'imbroglion politique et la crise des partis

Mais que dire de la situation politique act

DU DANGER DE JOUER LES IMBÉCILES

Le Front populaire au pouvoir sauvera-t-il surtout la bourgeoisie ?

C'est avec une parfaite sérénité d'esprit en face du monde bourgeois que Thorez a précisé à la Mutualité que le fameux prélevement sur les fortunes ne constituaient nullement une mesure d'expropriation, il faut reconnaître que nul ne lui demandait de précisions et qu'un louable accent de franchise anime tout le long cette confession. C'est évidemment jouer sur la nature de l'opération. Il n'est pas plus stupide à un communiste de dire au monde bourgeois qu'un prélevement n'est pas une expropriation que d'inclure tout le contraire au prolétariat. La tourmente de la proposition dépend du public qu'elle vise, mais le fait n'en demeure pas moins. Lisons que la première forme serait habile si elle ne compromettait par son habileté même l'exécution et la compréhension de la chose. Il est faux de prétendre que les prélevements sur le capital, qu'ils soient sporadiques et totaux ou généralisés et partiels ne constituent pas dans leur essence des expropriations. La nationalisation des biens du clergé et de la noblesse furent dès 1789 des mesures anticapitalistes, imposées à la base par le peuple et exploitées au sommet contre l'intérêt général. Toute évolution économique se traduit par une remise en question du principe même de la propriété. Elle se traduit par un remaniement économique dont le possédant se mette et dont le prolétariat se réjouit. C'est ensuite seulement dans le dosage quantitatif, dans la réglementation et la gestion des biens expropriés que se traduit l'acte avec sa véritable signification.

LUCIEN DAURET.

En marge des élections**Il y a eu 1.873.103 abstentions**

Les journaux sont d'accord pour publier les chiffres suivants :

Electeurs inscrits	11.527.855
Nombre de votants	10.054.710

Donc, abstentions 1.873.103

On a bien lu : un million, huit cent soixante treize mille, cent trois électeurs inscrits n'ont pas pris part au vote.

La proportion des abstentions par rapport au nombre des électeurs inscrits a donc été de 15.70/0.

On nous fait observer que, il y a quatre ans, cette proportion s'élevait à 16.60/0 et les férus de l'action parlementaire déduisent de cette constatation que l'abstention perd du terrain, puisqu'on vote de plus en plus.

A notre tour faisons remarquer :

1^o Que cette perte est, autant dire, insignifiante : 0,90/0, c'est-à-dire pas même un électeur sur cent exactement : 9 électeurs sur mille.

2^o Que ce chiffre d'abstentionnistes : 1.873.103 n'a été atteint par aucun Parti, à l'exception du Parti socialiste S. F. I. O., qui a groupé sur les noms de ses candidats 1.922.123 suffrages (pas même 50.000 de plus que les abstentionnistes).

3^o Que deux circonstances au moins ont incontestablement contribué à diminuer assez sensiblement le nombre des abstentions : d'une part, la gravité exceptionnelle de la situation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ; d'autre part, le battage sans précédent, les dépenses énormes, la propagande démagogique forcée, le nombre stupéfiant des candidats, pour tout dire un effort inouï de poussée sur les urnes ; et je dédaigne de faire entrer en ligne de compte les moyens peu avouables qu'il est inutile de mentionner ici, mais que, tout le monde connaît.

On ne manquera pas de nous dire qu'un nombre considérable d'abstentions est dû à l'indifférence, à la paresse et que ce genre d'abstention même n'a rien de commun avec l'abstentionnisme réféléchi, conscient et actif enseigné et pratiqué par les anarchistes.

Nous disons exactement la même chose et personne ne le déplore autant que nous. Mais, ne pourrions-nous pas, de notre côté, dire qu'une proportion considérable d'électeurs vote sans trop savoir pourquoi et que presque tous seraient fort embarrasés, s'ils étaient mis en demeure de motiver leurs votes et d'en préciser le but.

Mais ce n'est point de cela qu'il s'agit. Nous disons que l'abstentionnisme n'est pas en baisse. Nous disons même que, compte tenu des circonstances présentes : de l'apréte avec laquelle les formations politiques de toute nature se sont heurtées, de la violence et de la passion qu'elles ont déployées dans le combat, on peut hardiment soutenir que l'examen objectif des chiffres atteste l'efficacité de la campagne abstentionniste menée par les compagnons, avec des moyens presque nuls, au cours de la période électorale qui vient de prendre fin.

Quand on songe que près de deux millions de Français sont restés sourds à tous les appels et ont refusé de se servir de leurs cartes d'électeurs, on peut affirmer que l'abstentionnisme est plus vivant et plus conscient qu'il ne l'a jamais été. S. F.

Mais les bourgeois sont souvent bêtes et le peuple est pressé. Il est possible que l'ultime appel de la sagesse communiste ne soit entendu ni des bourgeois qui ne veulent pas être expropriés par prélevements, ni des ouvriers qui, ne comprenant rien aux prélevements, exigent tout de suite des expropriations. Pas une expropriation à un pour mille ou trois pour cent, mais une action compacte pour la main-mise sur les entreprises qui vivent déjà d'une exploitation collective. Et tout le reste de la propriété ne doit pas sortir intact de l'expérience. Quoi qu'en pensent les Duclos et les Caillaux, il ne suffit pas d'émonder les branches en respectant les racines. Le jour où le mouton ne voudra plus être tondu, il faudra bien le saigner. L'époque n'est pas si lointaine ni si différente où des bolcheviks moins temporeurs que les nôtres cadienassaient les boutiques de Moscou et traquaient impitoyablement la prostitution du commerce.

Si, enfin, la nécessité ne s'impose pas aux communistes que le principe des expropriations soit posé, il serait sans doute décent pour le présent et opportun pour le futur qu'il ne s'élève pas entre ces réalisateurs politiques et les masses terriblement négatives des discussions qui pourraient être funestes à l'avenir du mouvement ouvrier.

Le Front Populaire est au pouvoir. Il lui

Notes et Glanes

♦ En tant que propagandiste de la reprise individuelle, j'applaudis de tout cœur à l'appropriation, par le Front populaire, de la ville devise de l'Action Française : « Tout ce qui est national est notre ! ». Sainte Jeanne d'Arc, fille du peuple, héroïne de la patrie, et tout et tout, est en effet revendiquée par ces messieurs. Et l'année prochaine, Léon Blum regnera, ce seront les cohortes disciplinées de l'armée prolétarienne qui défieront avec, derrière, le « cortège traditionnel » des 500.000 travailleurs. Jeanne avait, paraît-il, sa petite fleur bleue, son éme était blanche.., et les travailleurs sont rouges ! Quel symbole !

♦ En attendant, l'Œuvre et l'Huma en ont mis un bon coup. Le dimanche 10, dans l'Œuvre, c'est le séraphique Édouard Herriot qui fait entendre sa voix à Jeanne. Car le paradis et la survie existent, sacré nom de Dieu.. Et que dit le bon ange à la bonne vierge ? Ceci : «...Nous vous avons abandonnés. Nous avons exploité votre nom ingénue par les représentants de ceux qui vous ont menée au supplice. Nous sommes des lâches». Le lendemain, même journal, c'est Gaston Martin qui essaie de faire comprendre. Il commence par dénier aux partis de droite le droit de fêter Jeanne d'Arc dont ils se sont fait un monopole. Puis il demande si « la sainte de la France n'appartient pas plutôt à ce peuple de France au nom duquel le Front populaire a mené la bataille et par qui il fut vainqueur ? » Mais si, voyons... Pourtant le même Gaston Martin nous apprend que « Jeanne est tout de même une manière de demoiselle. Son père est une sorte de syndic payan (il n'a rien inventé, triple..., avec ses syndics de maison). Elle a été tenue sur les fonts par un petit noble local... » Alors, était-elle du peuple, ou servante des précurseurs des deux cents familles ?

♦ C'est l'Huma qui nous répond par anticipation, le 10, par l'intermédiaire de Daran. Régalez-vous du titre, pour commencer : « Notre Jeanne d'Arc — C'était la troisième fille d'un laboureur ». Résumer l'article est impossible. Et nous n'avons pas la place de le reproduire intégralement. C'est dommage. Sachez seulement que les « loups hantaien les villages et que les villageois fuyaient dans les bois ». Puis que l'on « vit un comte de Touraine Ecossais » et qu'il y eût sur le sol de France bien « d'autres enfants inspirés par l'amour du pays et de la liberté ». Enfin que notre Jeanne d'Arc ait résumé en elle tous les traits de ces fils et de ces filles de notre glorie, elle ne nous en sera que plus chère ».

♦ Et maintenant, petits messieurs, fréquents et autres membres non virils du Front populaire, quand allez-vous vous annexer Bernadette, sainte des Landes, fille du peuple ; Thérèse, sainte de Liseux, fille du peuple ; Geneviève, sainte de Paris, fille du peuple ; et Napoléon Buonaparte, assassin de nos aieux, mais fils du peuple ? A quand le discours de Thorez, Blum, ou autre Daladier, devant le tombeau des Invalides ?

♦ « En ce qui concerne le respect de la propriété, j'ai indiqué que non seulement dans le cadre du régime actuel, mais dans le cadre du régime qu'ils veulent instaurer, les communistes respecteront la propriété des petits gens, du commerçant, du paysan, du rentier, etc. C'est clair et net, n'est-ce pas ? » (J. Duclos, Huma du 11-5). En effet, c'est clair et net..

♦ Réponse de Kalinin à une question de la délégation française aux fêtes du 1^{er} mai à Moscou (Huma du 12-5) : « Nous ne voulons pas faire la guerre, mais si on nous l'impose néanmoins, nous nous battons avec acharnement ». Eh ! bien, non ! Lorsque, réellement, on ne veut pas faire la guerre, on commence par ne pas s'armer (on se déarme, même) et on ne provoque pas un hypothétique agresseur en lui disant grand lâche, viens m'attaquer, que je me défende.

Henri GUERIN.

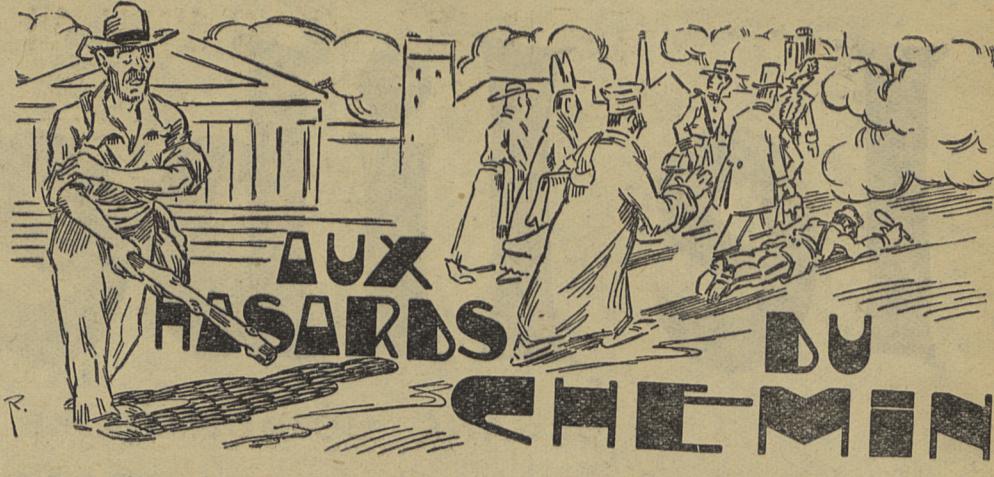
Camarades de la région parisienne

Retenez vos deux jours de la Pentecôte, les 31 mai et 1^{er} juin, pour participer à notre

Grande balade champêtre
qui se tiendra au bois de GARCHES, AU LIEU DIT « LES QUATRE CEDRES ».

Dès à présent, nous prenons des mesures pour une préparation soignée qui, par des divertissements appropriés, concert, jeux, etc., fera passer à tous quelques instants agréables.

S. F.

**De mon wagon****Outrages à magistrat**

Raymond Molinié, ex-membre du parti socialiste (S.F.I.O.), comparut lundi dernier devant la 17^e Chambre correctionnelle, présidée par un M. Malherby, magistrat de son métier.

...Son crime ? Avoir été arrêté, le 30 octobre dernier, à la suite d'une bagarre avec les Croix de Feu du 10^e arrondissement, à la sortie d'une réunion que ceux-ci avaient donnée (arrêté, évidemment et comme d'habitude, en tant qu'antifasciste).

Devant le tribunal, Molinié, voulant se charger lui-même de sa défense, revendiqua sa part de responsabilité dans les coups échangés, tout en protestant contre les poursuites dont il était l'objet. Mais, dans la foulée de son plaidoyer *pro domino*, il se laissa entraîner à certains propos qui ne furent pas du goût de ses juges.

Nous sommes bien décidés, dit-il, à nous défendre contre la justice, les magistrats et les Croix de Feu.

Et à l'avocat de ces derniers :

— Votre présence à cette barre est un outrage au prolétariat.

C'est un point de vue, évidemment, mais ce ne fut pas celui du tribunal, qui requiert sur le champ pour outrages à magistrats condamna Molinié à treize mois de prison (vous avez bien lu : treize mois), et le fit arrêter, puisqu'il était venu à l'audience en prévenu libre.

Quant à la bagarre qui lui était imputée, elle lui valut 100 fr. d'amende et 50 fr. de dommages-intérêts, ce qui semble indiquer le peu de gravité du délit.

Ainsi, voilà un pauvre type qui sans doute avait cru de bonne foi qu'après le succès électoral du Rassemblement populaire, on pouvait y aller carrément, qu'il y avait un nouvel état de choses, et que les juges, comme d'autres responsables, n'avaient qu'à se bien tenir... Et de protester... et de revenir... et de menacer...

Seulement, ça n'a pas rendu et l'on peut même dire que ceux de la 17^e Chambre n'y sont pas allés avec le dos de la cuiller !

Pourvu que ce camarade rencontre en appel un peu plus de mansuétude, en attendant l'amnistie que ne pourra pas éviter de décreté le futur gouvernement de Front populaire...

C'est à vous dégouter de la bagarre avec les fascistes. C'est à vous dégouter surtout de la justice. Et quand j'écris ce mot-là, je pense irrésistiblement à cette virago casquée, bottée et armée d'un glaive à couper de la tarte et d'une balance à double fléau et à faux poids. Je pense aussi à certains jeux de massacre des fêtes foraines.

L'Œuvre déclare : « Peine un peu lourde de tout de même » et « Quel zèle messieurs ! »

Le Populaire écrit : « Ce sont là de ces colères que les juges devraient pouvoir surmonter. Depuis quand la justice se venge-t-elle ? »

« Sans blague ?... » eût dit Grock.

Depuis quand ? Popu de mon cœur, mais à coup sûr depuis toujours, c'est-à-dire depuis que des hommes se sont arrogé le droit de juger d'autres hommes.

Entre le joyeux temps de la torture et le code Napoléon, il s'est écoulé quatre siècles et plus, mais chaque page du code sur lequel s'appuie notre civilisation recèle un peu de l'ombre sinistre de Torquemada. Chaque page du code est écrite avec le sang des victimes innombrables de cet esprit de vindicte qui a toujours prédominé dans les jugements rendus.

En attendant, ne perdez pas votre temps à manifester des sentiments qui vous assaillent au seuil d'un prétoire, voire à la barre des condamnés. L'avocat est payé pour le faire mieux que vous ne le pourriez ; il a l'habitude !

Et n'allez pas surtout traiter vos juges de singes empailés, de salopards en toge ou de larbins des deux cents familles. Il faut toujours être poli quand on est invité, et ne pas donner le spectacle d'une mauvaise éducation.

Dites-vous bien au surplus que, désormais, la justice sera égale pour tous, car en vérité je vous le dis, avec le Front populaire la révolution est en marche et rien ne l'arrêtera.

Ainsi soit-il... Le Banlieusard.

LA REVOLUTION ESPAGNOLE EN ACTES

Nous avons lu dans la presse cette information du 8 mai :

Mières. — La société métallurgique de Mières, s'étant refusée à réadmettre les ouvriers renvoyés antérieurement à octobre 1934, les ouvriers et employés renvoyés au cours de l'année 1933 ont repris de force le travail dans les ateliers. Les directeurs et les ingénieurs ont fermé les bureaux.

Les ouvriers ont pris possession de la fabrique qu'ils exploitent pour leur compte.

On sait que Mières fut, sous l'influence des anarchistes qui y avaient symboliquement proclamé en octobre 1934 le communisme libertaire, un des derniers îlots de résistance de l'insurrection asturienne.

Nul doute que le mouvement d'occupation des usines dont l'information plus haut reproduite n'est qu'un exemple, ne soit également le résultat de leur influence.

Il traduit bien le sens positif que nos camarades d'Espagne entendent donner à la révolution.

LE SANG DE L'IMPÔT

C'est au Dahomey que ça se passe et c'est la Flèche du 2 mai qui nous révèle les faits scandaleux qu'on va lire, relatifs à un des innombrables incidents sanglants motivés dans les colonies par les méthodes de perception de l'impôt. Méthodes importées par nos civilisateurs.

Le 26 juin, le chef de canton Godonou Ouakpé fait arrêter par ses gardes des contribuables retardataires, afin de les chiconter chez lui, comme il fait en pareil cas.

Les captifs, ficelés, non nourris, se traînent pendant deux jours dans une région particulièrement malsaine et marécageuse. Ils arrivent chez le chef de canton Godonou, où la chicotte entre en action. Ousso Gbèhou, un vieillard de 75 ans, est blessé gravement, a une oreille arrachée, perd du sang, reste toute une journée sans soins et meurt le soir du 28 juin. Son cadavre disparaît...

La famille de la victime, malgré des menaces de mort, adresse par écrit une plainte auprès de l'administration. Et comment répond celle-ci ? En faisant assaillir la nuit par plusieurs gardes en uniforme la famille plaignante. Les femmes parviennent à se sauver en sautant à l'eau ; les hommes sont torturés de coups par les gardes, qui les torturent en les pendant à une solive, les mènent à la trique chez le chef de canton où leur arrache les cheveux qu'on leur fait manger. Finalement, ils sont jetés, encore sanglants, dans un cachot administratif, à Abomey-Calavi.

En attend que ça se tasse ! Il y a des lustres qu'on dénonce des faits identiques qui se produisent dans « nos » colonies. Cependant, malgré les protestations, les enquêtes, les campagnes de presse, la brutalité des colonialistes n'intimide pas.

Les romaniels.

Contre la main-mise bolcheviste**La Commune appartient au prolétariat tout entier**

Nous assistons depuis quelques jours à une sournoise manœuvre du P. C. ayant pour but de détourner à son profit exclusif la manifestation traditionnelle au Mur des Fédérés.

Ca a commencé par une invitation impudente aux socialistes à se joindre à la manifestation du parti communiste. Puis, par la suite, c'est le Front populaire qui a « donné », à la place du parti, sans doute pour éviter des protestations possibles des socialistes.

Mais les socialistes aiment à être gagnés. Ils n'ont rien dit publiquement. De sorte que depuis quelques jours l'HUMA remet ça, et insiste sans vergogne sur le caractère que le parti communiste entend donner à sa manifestation, en invitant généralement « les autres organisations du Front populaire à y participer ».



Le Front populaire est-ce la paix ?

Alfred Pevet a raison quand, dans son article du dernier numéros de la *Révolution prolétarienne*, il exprime la crainte que la Chambre de 1936 ne soit une Chambre de guerre. Non point parce qu'elle a plus qu'une autre la volonté de la faire. Mais parce qu'elle n'a, pas plus qu'une autre, la volonté de ne pas la faire et qu'au contraire elle pourra connaître un jour la tentation d'y recourir, parce qu'elle n'a pas reçu le mandat absolu impératif de s'y opposer par tous les moyens. Quand on observe ces choses, on ne peut s'empêcher d'affirmer que le plus ignoble mensonge, que la plus vile trahison de ces dernières élections c'est le soin avec lequel les partis de gauche se sont attachés à dissimuler le péril d'une nouvelle guerre et à endormir l'inquiétude des masses avec de chimériques assurances. Société des Nations, sécurité collective, c'est avec ces pieux mensonges qu'on a répondu à l'angoisse populaire, laissant aux événements le soin de décider.

Or voilà que, déjà, les événements déclinent. L'Italie s'est emparée d'Addis-Abeba et poursuit la conquête de l'Abyssinie tout entière que le Gouvernement de Rome a déjà annexée, dans une déclaration solennelle, au nouvel empire italien. Il est inutile d'insister sur l'humiliation que cette conclusion inflige à Genève et quel nouvel avenir elle constitue pour le mythe de la sécurité collective. Or, c'est avec stupeur que nous voyons notre presse de gauche se refuser de le reconnaître et se rabattre sur ce qu'il n'a pas reçu le mandat absolu impératif de s'y opposer par tous les moyens. Quand on observe ces choses, on ne peut s'empêcher d'affirmer que le plus ignoble mensonge, que la plus vile trahison de ces dernières élections c'est le soin avec lequel les partis de gauche se sont attachés à dissimuler le péril d'une nouvelle guerre et à endormir l'inquiétude des masses avec de chimériques assurances. Société des Nations, sécurité collective, c'est avec ces pieux mensonges qu'on a répondu à l'angoisse populaire, laissant aux événements le soin de décider.

En vérité nous aurions tort de nous montrer rassurés, répétons-le, en voyant que les méthodes du socialisme au pouvoir ne briseront pas avec le passé qu'on s'apprête à penser internationalement, demain, dans les mêmes formes, selon les mêmes catégories qu'hier, que l'on continuera à parler des intérêts français de la conception française de la paix, que tous ces mensonges serviront encore à dissimuler les appétits de notre impérialisme et autoriseront les pires équivoques. Répétons aussi que la paix ne saurait se trouver dans cette voie et qu'il faut la confier, non pas à la garde des diplomates blancs ou rouges, mais à l'attention et à la volonté de la classe ouvrière.

Plus que jamais celle-ci doit veiller afin de n'être pas trahi par ceux-là mêmes qu'elle a chargés de la sauver.

LASHORTES.

L'AMNISTIE

Ouvrez-les, et fermez-les...

Oui, Messieurs les élus, les maîtres que nous ont et se sont infligés les électeurs, il faut les ouvrir et tout de suite, les prisons, les bagnes et les frontières. Il faut, par l'Amnistie totale, rendre à la liberté, à la vie, les milliers de pauvres types qui souffrent, certains depuis plus de vingt ans, et qui espèrent encore. Oui, depuis plus de vingt ans, des déserteurs ou insoumis, sont en exil, ou au bagne, ou en doublage. Leur crime ? Avoir eu le grand courage d'être des hommes, de dire non à la guerre. Ils ont refusé d'être des moutons, ils n'ont pas voulu être égorgés, et ils n'ont pas voulu, non plus, obéir à l'ordre de tuer. Vos prédecesseurs les ont condamnés. Par « solidarité ministérielle » (il paraît que ça existe), allez-vous les laisser crever, au lagune ou en exil ? Allez-vous également laisser crever en prison ou à l'étranger, de nobles gosses comme Vidal comme Ferjasse, pour ne citer que ces deux-là ? Allez-vous maintenir en prison Bartosek et ses « complices », ainsi que tous les autres victimes de l'ignoble loi de 1920 contre la propagande malthusienne ? Allez-vous encore garder longtemps vos et nos camarades emprisonnés en vertu des lois scélérates ? Allez-vous laisser nos frères Cottin crever de faim, en raison de sa résidence forcée ? Et Loréat ?

Nallez-vous pas ouvrir toutes grandes les portes des bagnes d'enfants, ce chameau rideux ?

Je vous pose cette question, Messieurs, car aucun de vous ni dans son programme électoral, ni dans son programme gouvernemental n'a prononcé ce mot « amnistie ». Le dernier discours en date, où je croyais le trouver, est celui de Blum, dimanche, au Conseil national. Rien ! Et votre presse aussi, est muette. A part les manchettes de « L'Humanité », qui revendique d'ailleurs uniquement, pour les siens, il n'y a rien, désespérément rien.

Tout en vous adressant cet appel. Messieurs les maîtres, je rêve... Vous êtes, soudain, émus et vous les ammniez, tous... Mais, après ? Pensez-vous que cela soit suffisant ? Ne deviez-vous pas, vous qui en avez le pouvoir, empêcher que ceux-là ou d'autres soient victimes à nouveau ? Nallez-vous pas reconnaître la légalité de l'objection de conscience ? Nallez-vous pas abolir les lois scélérates contre la presse et la liberté de parole, lors tant combattues négative, par certains d'entre vous ? Nallez-vous pas rapporter la loi de 1920 contre le malthusianisme et faire voter, à la place, la proposition de loi communiste donnant statut légal à l'avortement ?

Oui, je sais... Les temps sont changés. Il faut, maintenant, une France forte. Et pour cela, il faut des gosses, de la chair à canon, et de la discipline. En bien ! Messieurs, la ferme ! Vos honnêtes, nous les connaissons. Et dépêchez-vous d'accorder l'amnistie totale que tout le peuple libre exige et qu'il saura obtenir. — H. G.

Mauvais départ

(Suite de la première page)
blement abattre le Fascisme, conserver intact le champ des libertés conquises, fertiliser ce champ et l'élargir ; s'ils veulent cela (et cela c'est le résumé de ce qu'ils ont promis), alors, ils ont commis la faute énorme dont j'ai parlé au début de cet article.

On oublié que c'est cet état puissant et fougueux, jailli de la souffrance humaine à bout de résignation, qui, sur la route douloureuse de l'Humanité en marche vers des devenirs meilleurs, a toujours brisé tous les obstacles et emporté toutes les résistances ?

Mais n'ont-ils pas observé que, dès que cette poussée se relâche, la marche en avant s'arrête, et que, renaisant à l'espérance, les forces du Passé, qui ne veulent pas succomber, livrent un combat acharné aux forces de l'Avenir qui veulent vivre et se développer ?

S'imaginent-ils que c'est par amour pour Daladier, Paul-Boncour, Berger, Blum, Paul Faure, Auriol, Cachin, Thorez, Jouhaux et Racamond et pour avoir l'honneur et la joie d'être, directement ou indirectement, gouvernés par ces messieurs que les travailleurs ont voté en masse pour le Front Populaire ?

Les quelques millions d'électeurs qui ont élu les candidats du Front Populaire ne se contenteront pas de vains discours ; tout porte à croire qu'ils seront autrement exigeants.

Au lendemain du 3 mai, les Partis victorieux pouvaient tout demander à ces masses galvanisées et frémissantes ; ils pouvaient attendre d'elles les plus prodigieuses efforts : Soulevées d'espoir et d'enthousiasme, elles eussent été capables de tout.

Dix jours se sont écoulés. La température a déjà sensiblement baissé ; l'élan n'est déjà plus le même. Dans quelques semaines, le calme plat aura succédé à l'agitation.

Les triomphateurs n'auront ni su, ni voulu profiter de l'heure décisive. Réformes qui ne réforment rien ; améliorations qui n'améliorent rien ; c'est le passé qui continue.

Hormis que le personnel gouvernemental ne sera plus le même et que les chefs du Front Populaire et leurs amis se seront distribué les postes avantageux, les places de tout repos et les sinistres, rien ne sera changé.

C'est, sans doute, tout ce que désirent les bénéficiaires du 26 avril et du 3 mai.

Grand bien leur fasse ! Reste à savoir si les pauvres bougres qui les ont gratifiés de leur confiance se contenteront de ce piètre résultat.

Les anarchistes veilleront à ce qu'il n'en soit pas ainsi.

SEBASTIEN FAURE.

Comité de Défense sociale de Bordeaux

Un Scandale Judiciaire !

AU NOM DE LA MORALE !

DE LEUR MORALE !

Des juges de Bordeaux ont condamné : Robert Bartosek, à 3 ans de prison, 10 ans d'interdiction de séjour ; Jean Baësa à 2 ans de prison, 10 ans d'interdiction de séjour ; Louis Harel, à 6 mois de prison, 5 ans d'interdiction de séjour ; André Prévôt à 6 mois de prison, 5 ans d'interdiction de séjour.

pour « délit » de STERILISATION HUMAINE (or ce délit n'est pas prévu par la loi)

POUR PROTESTER CONTRE CETTE INJUSTICE !

Assistez en masse au MEETING qui aura lieu le samedi 16 mai à 20 h. 30, à l'Alhambra, rue d'Alzon. Y prendront la parole :

PRIEUR, Fédération girondine de la L.D.H. ; MAUDET, Avocat du Comité Central de la L.D.H. ; COSTEOAT, Avocat du Parti S.F.I.O. ; BARRUE, Professeur au Lycée de Bordeaux ; P. LAPEYRE, du Groupe Culture et Action Georges PIOCH, Homme de Lettres.

Participation aux frais : 2 francs.

Comité de Défense Sociale de Bordeaux. — Le Comité de Défense Sociale de Bordeaux pense qu'il est utile d'organiser, le plus rapidement possible, de vastes meetings de protestations, partout où cela est réalisable. Devant telles condamnations, tous nos camarades doivent réagir. Pour tous renseignements, s'adresser à J. Roux, secrétaire du Comité de Défense Sociale de Bordeaux, 23, rue Paul-Antin.

Victor Serge est libre

Tous ceux qui ont suivi nos campagnes contre la répression qui s'exerce de l'U.R.S.S. à l'égard des meilleurs militants révolutionnaires seront heureux d'apprendre que le gouvernement soviétique, sous la pression internationale, s'est décidé à libérer Victor Serge et sa famille qui, ainsi que l'a relaté maintes fois *Le Libertaire*, subissaient depuis plusieurs années les rigueurs de la déportation pour crime de pensée libre.

Le droit de séjour lui ayant été refusé en France, il est actuellement en Belgique d'où il vient d'écrire à la *Révolution prolétarienne* une lettre dont nous extrayons ce passage :

« J'ai laissé derrière moi, en Russie une foule de militants durement, indéfiniment, implacablement persécutés pour le seul « crime de pensée », parce qu'ils ne vivent que pour la révolution. Ils remplissent les prisons, les camps de concentration, les lieux de déportation. Ils y meurent... »

Que ce nouveau témoignage d'elles des victimes de la dictature stalinienne nous incite à redoubler d'ardeur pour arracher les milliers d'autres des mains de leurs bourreaux.

Protestation contre un odieux jugement

Nous avons été très dououreusement surpris en apprenant les condamnations prononcées dans l'affaire des stérilisations de Bordeaux. On reste confondu devant un pareil verdict de classe ! La loi ne permettait même pas les poursuites engagées ! Le délit de stérilisation par la vasectomie — qu'il ne faut pas confondre avec la castration — n'était même pas prévu par la loi. C'est d'ailleurs pour cela qu'en trituant le Code, les chats-fourrés, voyant qu'ils ne pouvaient pas poursuivre pour un délit qui n'existe pas, en forgèrent un de toutes pièces : le délit de coups et blessures. Comme s'il pouvait y avoir coups et blessures quand les patients, non seulement s'offrent d'eux-mêmes à l'opération, mais, encore, par la suite, sont pleinement satisfaits de l'opération. Il fut d'ailleurs très facile à M^e Charpentier de démontrer que la thèse de l'accusation ne tenait pas, en invoquant seulement la pratique de la chirurgie esthétique dont les maîtres, sauf erreur, n'ont pas été inquiétés jusqu'alors.

Alors que dans de nombreux pays, la vasectomie est chose courante, la démocratie française toujours retardataire, se refuse à donner aux ouvriers de ce pays, le droit de disposer de leur corps. Dans le pays des Droits de l'Homme, où le mot Egalité est inscrit au fronton de tous les édifices publics, les maîtres ont le droit de disposer de votre santé et même de votre vie, mais vous n'avez pas le droit, vous, malheureux parias de l'usine ou du chantier, de vous refuser à avoir des enfants, si tel est votre plaisir.

Les juges de Bordeaux ont condamné : Robert Bartosek, à 3 ans de prison, 10 ans d'interdiction de séjour ; Jean Baësa à 2 ans de prison, 10 ans d'interdiction de séjour ; Louis Harel, à 6 mois de prison, 5 ans d'interdiction de séjour ; André Prévôt à 6 mois de prison, 5 ans d'interdiction de séjour.

pour « délit » de STERILISATION HUMAINE (or ce délit n'est pas prévu par la loi)

Tous ceux qui ont suivi nos campagnes contre la répression qui s'exerce de l'U.R.S.S. à l'égard des meilleurs militants révolutionnaires seront heureux d'apprendre que le gouvernement soviétique, sous la pression internationale, s'est décidé à libérer Victor Serge et sa famille qui, ainsi que l'a relaté maintes fois *Le Libertaire*, subissaient depuis plusieurs années les rigueurs de la déportation pour crime de pensée libre.

Le droit de séjour lui ayant été refusé en France, il est actuellement en Belgique d'où il vient d'écrire à la *Révolution prolétarienne* une lettre dont nous extrayons ce passage :

« J'ai laissé derrière moi, en Russie une foule de militants durement, indéfiniment, implacablement persécutés pour le seul « crime de pensée », parce qu'ils ne vivent que pour la révolution. Ils remplissent les prisons, les camps de concentration, les lieux de déportation. Ils y meurent... »

Que ce nouveau témoignage d'elles des victimes de la dictature stalinienne nous incite à redoubler d'ardeur pour arracher les milliers d'autres des mains de leurs bourreaux.

L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour du congrès est particulièrement chargé, comme on peut juger par l'énumération suivante :

Le Congrès de Saragosse de la C.N.T.

L'Espagne ouvrière et révolutionnaire élabore son destin et un grand souffle de confiance dans l'avenir immédiat anime les militants.

2^e Information sur les comités nationaux et révision des comptes ;

3^e Analyse de la situation actuelle et fixation des normes d'activité pour l'avenir ;

4^e Alliances révolutionnaires ;

5^e La situation politique et sociale ;

6^e Le chômage ;

7^e Le problème agraire ;

8^e La conception confédérale du comité libertaire ;

9^e Compte rendu du Comité Pro Presse,

10^e Résidence du Comité national ;

11^e Questions diverses.

Devant une salle pleine à craquer de plus de 3.000 personnes — et qui ne désemplit pas pendant les six jours du congrès, le secrétaire du Comité National fait le discours d'ouverture. Il espère que ce congrès sera le dernier que la C.N.T. célébrera dans le régime capitaliste ; il souhaite, dit-il, que les débats et surtout les portes. C'est que les compagnons libertaires ne plaisent pas sur le chapitre de l'action directe.

AU THEATRE IRIS

Le congrès de la C.N.T. tient ses assises dans un des plus grands théâtres de Saragosse, le théâtre Iris. Des neuf heures du matin, à la première séance, une grande animation règne aux abords.

Ce jour, au théâtre Iris, on refuse du monde. Je montre la lettre du *Libertaire*. Un jeune camarade me guide jusqu'à la tribune du congrès où me reçoit le secrétaire général du Comité National, de la C.N.T. Horacio Prieto.

La salle est pleine. Près de 700 délégués occupent le parterre. Les tribunes se remplissent continuellement. Hommes, femmes, enfants, s'installent sur les gradins.

Je prends place au milieu de cette foule sympathique où la bonne franquette les assistants se passent, pour se désaltérer, l'antique alcaraç de terre cuite.

Le débat commence à 14 h. 30, prévu pour 15 h. 30. Il y a des interventions de la tribune, mais le silence est total. Les délégués, qui ont été admis dans l'ordre du jour, sont assis dans l'auditorium. Le débat commence à 15 h. 30.

Le débat continue jusqu'à 17 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 19 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 21 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 23 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 25 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 27 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 29 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 31 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 33 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 35 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 37 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 39 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 41 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 43 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 45 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 47 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 49 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium. Le débat continue jusqu'à 51 h. 30. Les délégués sont assis dans l'auditorium



SYNDICALISTES VEILLEZ !

Nous n'avons pas été autrement surpris des décisions du Conseil National du Parti socialiste qui, réuni d'urgence dimanche dernier pour envisager les modalités de constitution du futur gouvernement, chargeait son bureau et Léon Blum de solliciter la participation gouvernementale de la C.G.T., à l'égal des partis politiques adhérents au Front populaire.

En effet, depuis une dizaine de jours, des bruits circulaient, repris par la presse et la T.S.F., laissant entendre que certains leaders cégétistes seraient pressentis pour faire partie de la prochaine équipe ministérielle, sans que nous ayons aperçu dans l'organe officiel de la C.G.T. le démenti qui s'imposait de la part du bureau confédéral.

Notre inquiétude se renforça lorsque, rompant ce silence insolite, parut, en bonne place, dans l'*Humanité* du 8 mai, un article de Frachon, secrétaire adjoint de la C.G.T. (donc bien placé pour en connaître), s'élevant contre toute participation éventuelle de la C.G.T. au gouvernement de Front populaire.

Or, pas de fumée sans feu, et, quoiqu'il soit assez cocasse de voir un partisan acharné du cumul des fonctions politiques et syndicales adopter une telle attitude (qui coïncide d'ailleurs étrangement avec celle du Parti communiste dont il est membre influent), il ressort clairement à la lecture de cet article qu'il a été rédigé dans le but de battre en brèche certaines velléités participationnistes qui se seraient révélées au sein même du bureau confédéral.

D'autre part, nous ne ferons pas l'injure aux dirigeants socialistes de penser qu'ils n'aient préalablement « tâté le terrain » avant de faire publiquement appel au concours de la C.G.T. et à celui de Journaux en particulier pour une participation effective.

Ces quelques indices sont suffisants pour démontrer que certaines personnalités marquantes de la C.G.T. auraient fait bon marché de l'indépendance de notre mouvement syndical.

Et puis, ce n'est sans doute pas par hasard que Racamond a cru devoir appuyer son ami Frachon dans l'*Humanité* du mardi 12.

C'est pas non plus sans raison que la vigilance avertie de militants tels que Liochon et Hagnauer s'est manifestée dans les colonnes du *Peuple* des dimanche 10 et mardi 12 mai pour défendre l'indépendance du syndicalisme.

Tandis que le premier rappelait que « les revendications syndicales se réalisent par une action quotidienne et directe sur le patronat, l'opinion publique, les Pouvoirs politiques », et que « pour secouer l'indifférence, étaler au grand jour les injustices dont souffre le travailleur, pour accomplir son œuvre, il faut au mouvement syndical la liberté, la cohésion, l'unité protégée contre les risques des batailles doctrinaires de la politique pure ou de la philosophie », le second réclamait « la liberté entière pour la C.G.T. », liberté que généralement certainement la solidarité gouvernementale et les fluctuations de la majorité parlementaire, si des militants syndicaux étaient ministres ». Hagnauer faisait d'ailleurs suivre son exposé d'une série de revendications immédiatement réalisables dont le nouveau gouvernement pourra utiliser pour faire son profit.

Quoi qu'il en soit, la Commission administrative de la C.G.T., qui s'est réunie mardi, a cru sage de répondre au Parti socialiste : « que c'est dans l'institution d'organismes techniques que cette collaboration peut s'établir », et il est probable que le Comité confédéral national qui se réunira lundi approuvera cette attitude.

Sans doute, veut-on faire allusion au Conseil National économique qui doit être le conseiller technique du gouvernement. Conseil qui n'aura d'ailleurs d'autre pouvoir que celui d'émettre des avis et apporter des suggestions et projets qui, sans le concours de l'action ouvrière, dormiront dans les cartons.

L'expérience démontre que c'est seulement sous la pression directe de la classe ouvrière s'exerçant sur le lieu de travail que celle-ci a pu obtenir quelques améliorations à son sort.

Or, Léon Blum sait combien il aura besoin de se concilier le mouvement syndical pour freiner les aspirations ouvrières suscitées par l'avènement du Front populaire au pouvoir. Il s'agit, en effet, de ne pas effrayer la bourgeoisie en laissant se développer une action revendicative prémature, mais au contraire, d'obtenir des dirigeants syndicaux la passivité de leurs troupes et c'est pourquoi le futur président du Conseil désirait embarquer quelques otages dans son ministère.

Ainsi, quelle que soit la forme sous laquelle elle se manifestera, il est probable que la collaboration syndicalo-gouvernementale aura comme corollaire inévitable la mise au pas du mouvement syndical sur la pression du gouvernement qui entendra ne pas être gêné dans son action conciliatrice des intérêts en présence.

Il est même probable qu'elle nous acheminera à grands pas vers un syndicalisme d'Etat entraînant la réglementation légale de tout le processus revendicatif, agrémenté de mesures coercitives à l'égard des contrevenants.

Surtout qu'on ne nous taxe pas d'exagération sur les intentions véritables des dirigeants syndicaux. N'a-t-on pas vu dans un récent numéro du *Peuple* célébrer comme une « grande victoire du prolétariat luxembourgeois » la constitution, dans le Luxembourg, d'un Conseil national du travail, à représentation tripartite, dont le texte du décret l'instituant contient la suppression pour la classe ouvrière des moyens de lutte qui lui sont propres. Qu'en juge :

Art. 3. — *S'il survient un conflit collectif vuchant aux conditions du travail dans une ou*

PARIS-BANLIEUE

BAGNOLET

C'est avec satisfaction que nous voyons nos efforts, pour grouper les vrais révolutionnaires de notre ville, réussir. Il ne faut pas cacher que le « Libertaire » a produit l'effet d'un pavé dans une mare. Il y a eu des éclaboussures, tant pis pour quelques-uns.

On comprendre que nous n'acceptons pas de payer les frais de la canonisation de Jeanne d'Arc, cette pucelle qui faisait les délices de certains seigneurs. Pourquoi pas la Pompadour.

Dans notre cité, on peut constater l'école d'un grand nombre d'ouvriers, surtout des chômeurs, vis-à-vis du Comité d'entraide où un conseiller municipal communiste se glorifie d'avoir « fait rentrer par la fenêtre le curé, qui avait fui par la porte ». C'est de cette façon que nous ex-présons la lutte de classes.

Pour notre part nous luttons contre cette dureté, et au lieu de tendre la main aux volontaires nationaux, nous nous opposons même par la force aux fascistes de tout poil qui ont le culot de délibérer dans notre ville.

Nous faisons appel à tous les révolutionnaires pour qu'ils viennent avec nous à la prochaine équipe ministérielle, sans que nous ayons aperçu dans l'organe officiel de la C.G.T. T. le démenti qui s'imposait de la part du bureau confédéral.

Le démenti se renforce lorsque, rompant ce silence insolite, parut, en bonne place, dans l'*Humanité* du 8 mai, un article de Frachon, secrétaire adjoint de la C.G.T. (donc bien placé pour en connaître), s'élevant contre toute participation éventuelle de la C.G.T. au gouvernement de Front populaire.

Et nous ne pouvons pas nous souvenir que les mêmes félicitaient Largo Caballero, le secrétaire de la Centrale syndicale socialiste devenue ministre du Travail en 1931 lorsqu'il appliquait la fameuse « loi de défense de la République », par laquelle il imposait l'arbitrage obligatoire et l'interdiction du droit de grève, fermait les syndicats et déportait sans jugement les courageux militants coupables de vouloir défendre leurs droits à la vie par l'action directe.

Tous debout contre l'injustice.

Le Secrétaire : Davoutz.

GROUPE LIBERTAIRE REGIONAL

UNE RÉUNION PUBLIQUE sera organisée de samedi en huit, tous les abstentionnistes seront conviés, les dispositions seront prises à la prochaine assemblée générale du groupe.

Le Secrétaire.

NOISY-LE-SEC

Il a déjà été écrit ici-même et il n'est pas inutile de le répéter : que son entrée en fonction, le conseil municipal de Noisy-le-Sec avait voté en principe, à l'unanimité moins deux voix (celle du maire communiste et du représentant de la Jeune république), le déplacement de la statue de la pucelle d'Orléans. Le maire Routhieu lui-même déclarait que bientôt le fait serait accompli.

Or, dans un article de la « Voix de l'Est », organe régional du P.C. du vendredi 8 mai, il n'est plus de cela. Il y est dit que le P.C. et le Front Populaire, pris par des occupations de premier plan n'ont pas encore fixé l'attitude à prendre à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc, mais qu'il conviendrait cependant de rendre à cette dernière sa véritable signification au lieu de la laisser accaparer par ceux qui ont brûlé « la fille du peuple » ou par leurs amis fascistes. Enfin, il est dit plus loin que pour cette année on restera sur le statu quo.

Alors, attendons-nous à ce que l'année prochaine la pucelle soit dignement fêtée par le P.C. et le Front Populaire. Il est vrai que Jeanne d'Arc a délivré la France. Elle aussi sans doute la désiraît libre, forte, heureuse.

A moins que ce projet aille rejoindre celui de la formation du Comité d'entente aux chômeurs. Car malgré les apparences, tout n'a pas l'air d'aller à l'intérieur du Front Populaire. Des résistances se font jour sur ces deux questions surtout. On chuchote en ville qu'une démarche aurait été faite auprès de la Fédération socialiste de la Seine. Un blâme aurait été envoyé à ces réfractaires de Noisy qui n'aiment pas la calotte, qui votent toujours au sein du Front Populaire contre le P.C.

Camarades socialistes de Noisy ne vous laissez pas influencer par ces supériorités de gauche. Rappelvez-vous les paroles du citoyen Chopine, ex-Croix de Feu, ex-fondateur des dispas, quand il déclarait que les fascistes tentaient leur mauvais coup le dimanche matin à 10 heures, qu'ils partaient des églises. Il terminait en disant : « Pas de compromissions ni de marchandages avec l'adversaire. Jute de classes. » Faut-il que ce soit un ex-adversaire qui vous dicte votre ligne de conduite, je ne le crois pas. Malgré les pressions faites contre vous, continuez la lutte, vous nous trouverez toujours au coté contre les faux révolutionnaires, la calotte et les fascistes.

Pierre Saurin.

RAPPROCHEMENT FRANCO-RUSSE

UN JOURNAL DE GAUCHE publie l'entrefilet suivant :

« Une importante dérogation d'officiers et de sous-officiers de réserve républicains va se rendre en Russie rouge. Tous les amis de la paix applaudissent à cette initiative. »

On reste confondu devant cette interprétation. Ainsi ce sont des militaires qui vont faire la paix ! Ils ont lu Victor Hugo, ils connaissent et approuvent ses paroles : « Osez l'armée,贞子 la guerre. » La délegation républicaine va donc proposer aux Soviétiques la suppression de l'armée, ou tout au moins la réduction de sa force militaire.

Cela semble douteux. Il est probable que l'accueil des autorités russes sera cordial, et que la force militaire sera complaisamment montrée aux visiteurs. MM. les grades se retrouvent entre eux et l'on portera des toasts en l'honneur de la discipline, la force principale des armées.

La délegation reviendra enchantée de son séjour et n'hésitera plus, si besoin est, à défrayer le sol sacré de la patrie des travailleurs. Et comment défendront-ils l'U.R.S.S. ? Mais en faisant la guerre et entraînant leurs hommes.

Pour les véritables pacifistes, il n'est qu'un seul moyen d'obtenir une paix viable, base de toute activité, c'est le désarmement. N'en déplaît aux bell-pacifistes, nous sommes contre toutes les guerres, même les guerres de défense du prolétariat contre les fascismes. Notre erme est chez nous, pas ailleurs.

H. DREISINE.

Fédération de la Seine de l.U.J.P.F.

ABONNEMENTS AU « LIBERTAIRE »

FRANCE	ETRANGER
52 Nos 22 fr.	52 Nos 30 fr.
20 Nos 11 fr.	20 Nos 15 fr.
13 Nos 5 fr. 50	13 Nos 7 fr. 50

Chèque Postal : N. Faucier, Paris 596,03, 29, rue Piat, Paris (20^e).

LA VOIX DE PROVINCE

LESQUIN

A Lesquin il y a une infirmière, Mme Deldigne, qui fait payer ses piqûres à l'un 10 francs, à un autre 8 francs, à d'autres 6 francs et 5 francs, enfin à la tête du client, ou sans doute d'après le mobilier. Cela-ci a été acheté dans les années où les salaires n'avaient pas été reçus de 40 et 50 pour cent, où la classe ouvrière ne connaissait pas le chômage. Mais à l'heure actuelle le dame en question doit se souvenez que la misère s'est emparée de la population laborieuse et que si elle fait payer son travail 5 francs à l'un c'est que cela lui suffit, pourquoi augmenter le prix pour d'autres ouvriers en chômage pareillement ou travaillant à tarif réduit.

Nous demandons qu'elle veuille bien revenir à de meilleurs sentiments d'humanité.

Un groupe de malades.

MONTPELLIER

PROJET DE FEDERATION

Conformément aux décisions qui ont été prises au dernier Congrès de l'U.A., en vue d'intensifier la propagande et le regroupement des anarchistes, nous proposons, nous groupe de Montpellier aux autres groupes où individuels de personnes de la région :

1° L'étude d'un projet de Fédération.

2° Ce principe étant admis, sur quelles bases pourraient constituer cette Fédération.

Volontairement, nous nous abstenons de proposer quoi que ce soit, de façon à n'influencer en rien les propositions ou suggestions que seront amenés à faire les groupes.

Les réponses reçues seront communiquées aux autres groupes ayant déjà répondu, en échange des leurs.

SAINT-ETIENNE

GEORGES CAILLET ET ANDRE MONTAGNE PARLERONT DES PACIFISTES EMPRISONNES

Les élections sont passées. Une imposante majorité de gauche va désormais siéger au Parlement. Sans doute, s'apprête-t-elle à appliquer le programme du Front populaire et à donner au peuple de France « le pain, la paix et la liberté ».

La paix ! Que les nouveaux élus n'oublient pas ceux qui en sont les meilleurs artisans et qui paient de leur liberté le dévouement qu'ils ont mis à la servir.

Car ils sont nombreux, les héros de la fraternité des peuples qui méditent dans les grottes de la Troisième République sur l'inconvénient de donner une conscience en un siècle où elles démissionnent...

Il y a Georges Bayasse, Louis Bonis, Coin, Louis Loréal, Armand Rolland, Gérard Vidal et d'autres encore. Leur douleur cas vous sera exposé, au nom du comité Leretour, par Georges Cailliet et André Montagne, le 20 mai, à 20 h. 30, salle 36-38, Bourse du Travail.

Ceux qui ont à cœur de manifester leur solidarité avec les pacifistes emprisonnés viendront en nombre écouter les deux orateurs.

En réponse à un « Grincheux » provençal

M. André Négis signe quotidiennement dans le Petit Provençal une rubrique intitulée « Carte net d'un grincheux ».

On pouvait lire sous sa plume, il y a une semaine environ que les anarchistes, « les bardeurs » étaient des sous-alimentés.

J. reproche d'abord à M. Négis d'entretenir une confusion entre anarchistes et chambardeurs et d'envisager des deux hypothèses :

1° Ou s'il imagine sincèrement que les anarchistes sont de vulgaires chambardeurs et ignorent tout des doctrines libertaires.

Il a le droit de ne pas être anarchiste. Mais journaliste, il n'a pas le droit d'ignorer l'anarchie. Quelle audace de prétendre éduquer les autres quand on doit soi-même retourner à l'école.

2° Ou il connaît nos doctrines. Il doit savoir qu'elles ont été conçues par des hommes anti-autre idée que celui de leur propre satisfaction matérielle et approuvées non seulement par des anarchistes, mais par des êtres capables de se tailler une bonne part de gâteau dans la société actuelle.

S'il soit cela, s'il connaît nos conceptions de réorganisation sociale, et si, volontairement, il nous assimile à de simples chambardeurs, il manque de loyauté.

Tant bien que mal, je lui ai écrit ces choses. Soucieux de sa réputation de grincheux, il revient à la charge. Il entend confirmer sa thèse.

Mais ses idées manquent de clarté car il mêle tout au long de son article deux pensées totalement distinctes :

1° Le jour où le révolutionnaire a ce qu'il lui faut, il cesse d'être.

J'ai connu, en effet, de ces révolutionnaires. Ils s'intitulaient peut-être « anarchistes ». Ils ne l'ont jamais été, car si on l'a vraiment été, on ne peut cesser d'être.

2° Quand il n'aura plus de misérables, il n'aura plus de révolutionnaires.

Ceci est une autre histoire et nous sommes d'accord, à condition bien sûr, de prendre mieux au sens le plus large (morale, intellectuelle, aussi bien que